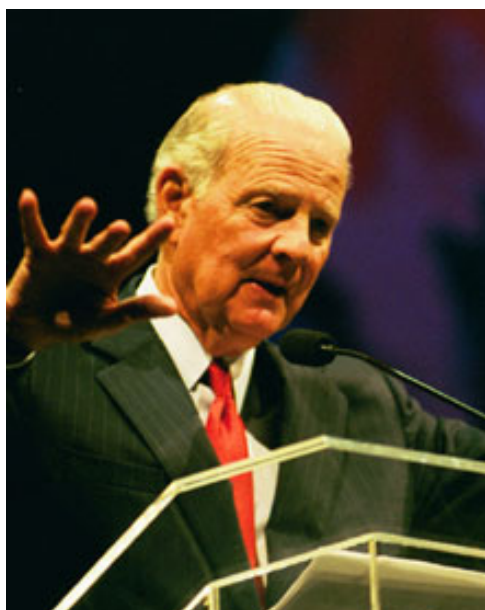


LE CLAN BUSH

James A. Baker III, un ami fidèle



Jacques Chirac recevait le 16 décembre 2003 l'émissaire spécial des États-Unis, James Baker. Sa visite visait à négocier avec Paris une réduction de la dette Irakienne qui, s'élevant à 200 milliards de dollars, retarde la pleine exploitation des ressources locales par Washington. L'ancien secrétaire d'État états-unien apparaît une nouvelle fois à un moment clé de la carrière de George W. Bush. Après l'avoir sauvé de la faillite en 1981, James Baker a géré sa fortune à la tête du Carlyle Group. Il s'est ensuite opposé au décompte manuel des voix lors de la présidentielle de 2000, permettant à la Cour suprême de désigner Junior à la présidence des États-Unis.

page 2

Le danger terroriste d'extrême droite aux États-Unis

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Daniel Levitas,

spécialiste reconnu de l'extrême droite états-unienne, revient sur l'affaire de Noonday (Texas). Il y a huit mois, le FBI a découvert un arsenal terroriste, incluant des armes de destruction massive. Il n'était pas détenu par une organisation islamique, mais néonazie, de sorte que John Aschroft n'en a pas fait la publicité. Pourtant, l'attentat d'Oklahoma City aurait dû apprendre aux États-Uniens la réalité du danger terroriste intérieur.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Ariel Sharon prédit la chute prochaine du gouvernement d'Ahmed Qureih

■ Des journalistes de l'IRNA souhaitent interviewer Saddam Hussein très rapidement

■ Israël rassure les États-Unis sur les « mesures unilatérales » annoncées par Ariel Sharon

■ L'administration Sharon pense que la capture de Saddam Hussein va dissuader les terroristes d'agir en Israël

■ Le Japon se retire progressivement de son accord d'exploitation du gisement pétrolier iranien d'Azadegan

■ Le ministre de la Défense israélien affirme qu'Al Qaïda est en train de noyauter les forces armées saoudiennes

page 13



PUNITION COLLECTIVE

Le 15 décembre 2003 vers 00h30, l'armée israélienne a détruit 22 maisons dans le camp de réfugiés de Khan Younis au sud de la bande de Gaza laissant 178 personnes sans abri. Les punitions collectives infligées à l'encontre des civils constituent une violation de l'article 33 de la 4ème convention de Genève. (photo : www.pchrgaza.org)

Le clan Bush

James A. Baker III, un ami fidèle

Jacques Chirac recevait le 16 décembre 2003 l'émissaire spécial des États-Unis, James Baker. Sa visite visait à négocier avec Paris une réduction de la dette Irakienne qui, s'élevant à 200 milliards de dollars, retarde la pleine exploitation des ressources locales par Washington. L'ancien secrétaire d'État états-unien apparaît une nouvelle fois à un moment clé de la carrière de George W. Bush. Après l'avoir sauvé de la faillite en 1981, James Baker a géré sa fortune à la tête du Carlyle Group. Il s'est ensuite opposé au décompte manuel des voix lors de la présidentielle de 2000, permettant à la Cour suprême de désigner Junior à la présidence des États-Unis.



James A. Baker III

James A. Baker III a été **nommé par le président Bush**, le 5 décembre 2003, comme représentant spécial chargé de renégocier la dette irakienne. En effet, avec 200 milliards de dollars de dettes et de réparations de guerre à payer, l'Irak est le pays le plus endetté du monde proportionnellement à son nombre d'habitants. Cette situation hypothèque l'avenir d'un pays qui n'est pas encore reconstruit.

Né le 28 avril 1930 à Houston, James Addison Baker III s'engagea dans les Marines à l'âge de 22 ans, avant d'obtenir un diplôme de droit à l'université du

Texas. En 1975, il est sous-secrétaire au Commerce dans l'administration Ford. De 1981 à 1984, il devient chef de cabinet du président Reagan à la Maison-Blanche, puis directeur de campagne pour sa réélection, et de 1986 à 1989, secrétaire d'État du second mandat Reagan. À l'issue de celui-ci, il est directeur de campagne du candidat George H. Bush (le père), puis, après sa victoire électorale, à nouveau chef de cabinet de la Maison-Blanche.



Ronald Reagan

Toujours prévenant, James Baker présenta à George W. Bush (le fils) l'investisseur new-yorkais Philip A. Uzielli qui eut la bonne idée, en 1981, d'investir plus d'1 million de dollars dans la société pétrolière de Junior pour la sauver de la faillite. Philip A. Uzielli était l'ancien camarade de chambre universitaire de James Baker, tandis qu'à l'époque Bush père était vice-président des États-Unis [1].

Cependant, la gestion de Junior étant toujours aussi dispendieuse, la société pétrolière se trouva à nouveau en faillite, en 1986. Elle fut alors rachetée avec ses dettes par un investisseur providentiel, Harken Energy, la société de Salem Ben Laden (frère aîné d'Oussama).

Le monde du pétrole texan étant ce qu'il est, les Bush et les Ben Laden confièrent le soin de gérer leurs avoirs boursiers au Carlyle Group. En 1989, la société, alors dirigée par Fred Malek [2], achète la firme de restauration aérienne Caterair International et y nomme Bush Junior. En 1990, le Carlyle Group est mis en cause pour avoir reçu 1 million de dollars d'un fond de pension qui espérait ainsi obtenir un contrat public dans le Connecticut. La somme avait été extorquée par un lobbyiste du parti républicain pour financer la campagne électorale de Bush Senior, dont Baker était le directeur de campagne. Et c'est naturellement le Carlyle Group que James Baker, George H. Bush et plusieurs de leurs collaborateurs rejoindront lorsqu'en 1993 Clinton chassera les Républicains.

Depuis dix ans, James A. Baker III se partage entre ses activités de conseil pour le Carlyle Group et son travail d'avocat au sein du cabinet Baker & Botts. En outre, il préside l'Institut de politique publique qui porte son nom à l'université de Rice.

Par le biais des firmes qu'il contrôle, le Carlyle Group est aujourd'hui la 11e société sous contrat du Pentagone. **Nos révélations** sur l'activité de ce fonds de gestion, reprises dans la revue mexicaine **Processo**, ont suscité de vifs débats aux États-Unis. Au point que certaines des plus importantes manifestations états-uniennes contre la guerre en Irak se sont tenues devant le siège du Carlyle Group.

Le Carlyle Group a **acquis, en 1999**, des parts du quotidien français *Le Figaro*, en vue d'influer sur la campagne électorale présidentielle. Il s'est fait représenter au Conseil d'administration du journal par Dominique Baudis. Le Carlyle Group a revendu ultérieurement ses parts et M. Baudis a cessé toute fonction de ce type à sa nomination à la présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel [3].

Le 11 septembre 2001, le Carlyle Group organisait une réunion de gala au Ritz

Carlton de Washington, en présence de Baker, Bush père, plusieurs frères Ben Laden et divers invités prestigieux. Ils assistèrent en direct aux attentats sur écrans géants [4].

La cabinet Baker & Botts dispose d'un bureau à Houston et d'un autre à Riyad. Il a notamment défendu la famille royale saoudienne accusée abusivement par des familles de victimes du 11 septembre d'avoir financé les attentats. Baker est aussi l'avocat de grandes sociétés pétrolières, et bien sûr du premier équipementier pétrolier mondial, Halliburton (dont Dick Cheney était le Pdg jusqu'à son accession à la vice-présidence des États-Unis).

Enfin, il reste encore un peu de temps à James A. Baker III pour présider l'institut éponyme de l'Université Rice (Texas). Il y est entouré d'un conseil d'administration prestigieux où siègent aussi bien l'ancien Premier ministre britannique John Major (aujourd'hui conseiller du Carlyle Group) que l'ancien ministre des Affaires étrangères français Roland Dumas (qui jure tout ignorer du pétrole en général et d'Elf en particulier). L'institut Baker s'intéresse surtout aux conséquences des affaires énergétiques sur la politique internationale.

Lors de l'élection présidentielle de 2000, George W. Bush (le fils) désigna James Baker pour le représenter en Floride et s'opposer au décompte manuel des voix. Cette action permit à la Cour suprême de désigner Junior président des États-Unis avant qu'on ne connaisse le résultat du scrutin et que l'on constate qu'il avait perdu. Le nouveau président ne manqua pas d'honorer son vieil ami en lui confiant diverses missions, comme cette étrange tournée en Géorgie qui précéda la « révolution ». Et il nomma Robert W. Jordan (n°3 de Baker & Botts) ambassadeur en Arabie saoudite.

En janvier 2003, l'Institut Baker et le Conseil des relations étrangères (CFR), dont le président est administrateur de l'Institut Baker, publièrent ensemble un **plan pour l'Irak d'après-guerre**. Il préconisait de placer le pétrole sous administration états-unienne et de développer d'intenses campagnes de propagande à l'étranger pour faire admettre cette politique.

En octobre 2003, l'Institut Baker a publié un rapport sur la propagande à direction des populations arabes. Il avait été préparé sous la direction du directeur de l'Institut, Edward P. Djerejian, ancien ambassadeur en Israël.

Le 12 décembre, un éditorial du *New York Times* s'interrogeait sur les conflits d'intérêt de James A. Baker III : envoyé spécial du président Bush pour renégocier la dette irakienne, il défend indirectement les intérêts de ses clients pour qui la solvabilité de l'Irak est indispensable. Qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite (alors que son collaborateur y est ambassadeur et qu'il est l'avocat de la famille royale), d'Halliburton (qui répare les installations pétrolières et fournit l'armée d'occupation, et dont il est l'avocat). La Maison-Blanche a immédiatement répliqué en assurant que la mission diplomatique de l'ancien secrétaire d'État était bénévole et le président Bush en personne lui a exprimé publiquement sa reconnaissance pour avoir accepté de servir ainsi son pays.

[1] Cf. *Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié* par James Hatfield, Timéli éd., 2003

[2] Ancien collaborateur de Richard Nixon, Fred Malek est l'auteur de la " liste juive ". Il établit une liste des personnalités juives qu'il rendait responsables des attaques contre le

président Nixon.

[3] Selon un hebdomadaire de télévision, un collaborateur de Dominique Baudis au CSA aurait joint par téléphone les principales chaînes de télévision française, en mars 2002, pour les enjoindre de ne plus jamais donner la parole à notre rédacteur en chef, Thierry Meyssan, auteur de *L'Effroyable imposture*. Par ailleurs, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a convoqué le directeur de Radio Méditerranée, Taoufik Mathlouthi, le 16 décembre 2003, à propos de la *Chronique de l'Empire* de Thierry Meyssan, diffusée la veille par sa station.

[4] Informations confirmées par Carlo de Bendetti, qui avait été invité à cette festivité Cf. « La società civile fermi Berlusconi », *Corriere della Sera* du 20 décembre 2002.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Le danger terroriste d'extrême droite aux États-Unis

Analyse

Le stratège Edward N. Luttwak affirme dans *Le Figaro* que la capture de Saddam Hussein décapite la résistance irakienne à laquelle il dénie toute motivation nationaliste sincère. Il considère en effet les attentats contre l'ONU et la Croix-rouge, comme ceux qui ont frappé des leaders chiites, sont incompatibles avec la recherche de l'indépendance nationale. Pourtant ces faits sont sujets à débat et, plus que la vérité qui reste à établir, ce sont les croyances des protagonistes qui les font agir. Or, les Irakiens assimilent l'ONU à l'embargo dont ils ont été victimes, reprochent à la Croix-rouge de cautionner les détentions sans jugement, et sont persuadés que les leaders chiites ont été assassinés par des commandos états-uniens et israéliens. Aucun des arguments de l'expert du Pentagone n'est donc pertinent de sorte que l'on peut s'interroger sur la validité de sa conclusion.

Frank Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, exulte en décrivant dans le *Washington Times* la capture de l'Ennemi dans son « trou à rats ». Lui aussi en conclut que la résistance touche à sa fin, tout en affirmant qu'il subsisterait une insurrection financée de l'étranger à l'initiative des adversaires de demain : l'Arabie saoudite, l'Iran et la Syrie. Plus incisif encore, Gaffney relaye les imputations du *Sunday Telegraph* de dimanche selon qui la Coalition aurait découvert un document attestant de la responsabilité de Saddam Hussein dans la préparation des attentats du 11 septembre. Voilà qui, à défaut de crédibilité, vient à point pour occuper le vide des introuvables armes de destruction massive.

Claudia Rosett de la Fondation pour la défense des démocraties se félicite dans

le *New York Times* de l'interdiction faite à l'Allemagne, la France et la Russie de participer à la reconstruction de l'Irak. Pour elle, ces trois États forment un « Axe de l'avarice » qui s'est gobergé d'un programme « Pétrole contre nourriture » avant de s'opposer au renversement de son client, le tyran de Bagdad.

Max Boot se gausse des candidats démocrates qui se croient obligés d'applaudir à l'arrestation de Saddam Hussein alors qu'ils désapprouvent la politique irakienne de Bush. Ils tentent de résoudre leurs contradictions en appelant à l'internationalisation de la reconstruction. Mais l'ONU ne le souhaite plus. Et Max Boot attire l'attention des lecteurs du *Los Angeles Times* sur une information parue dans son propre quotidien, le *Wall Street Journal*, selon laquelle le ministre français de la Défense aurait refusé de fournir à l'OTAN des hélicoptères indispensables pour la pacification de l'Afghanistan.

Daniel Levitas, spécialiste reconnu de l'extrême droite états-unienne, revient dans le *New York Times* sur l'affaire de Noonday (Texas). Il y a huit mois, le FBI a découvert un arsenal terroriste, incluant des armes de destruction massive (en l'occurrence des agents chimiques). Il n'était pas détenu par une organisation islamique, mais néo-nazie, de sorte que l'Attorney general John Ashcroft n'en a pas fait la publicité. Pourtant, l'attentat d'Oklahoma City aurait dû apprendre aux États-Uniens la réalité du danger terroriste intérieur.

Enfin, Moshe Amirav, ancien conseiller d'Ehud Barak à Camp David, plaide dans le *Jerusalem Post* pour la partition urgente de Jérusalem et la séparation des populations juives et non-juives. En effet, le développement démographique actuel transforme rapidement la ville en une entité binationale.

Edward N. Luttwak



Concepteur d'une théorie originale des relations internationales qui affirme la prééminence de la géoéconomie sur la géopolitique, Edward N. Luttwak est membre du National Security Study Group du département de la Défense états-unien. Il est également membre du Center for Strategic and

« Les attentats devraient diminuer »

Source : Le Figaro

Référence : « Les attentats devraient diminuer », par Edward N. Luttwak, *Le Figaro*, 16 décembre 2003.

La capture de Saddam Hussein va très vraisemblablement entraîner une réduction drastique du nombre des attentats contre les Américains et leurs alliés. Cela ne serait pas vrai si les assaillants étaient de vrais nationalistes engagés dans une lutte contre l'envahisseur, mais ils ont montré que ce n'était pas le cas en s'attaquant à l'ONU et à la **Croix rouge**, ce que des nationalistes cherchant l'indépendance n'auraient pas fait.

Difficile de croire qu'il s'agit de nationalistes quand on note les attaques contre les chiïtes qui forment 60 % de la population. D'ailleurs plus de la moitié de la population est hostile à la violence. On pourrait penser que l'arrestation de Saddam Hussein rend les idéologues du parti Ba'as encore plus intransigeants, mais ce parti, autrefois dynamique, n'est plus qu'une mafia de fonctionnaires entourant un Saddam Hussein devenu un musulman dévot. De vrais

nationalistes n'auraient pas d'intérêt dans la résurrection d'un tel système. Ce sont les loyautés clanique et tribale en plus des rétributions financières qui expliquaient les attentats. Saddam, même s'il ne contrôlait pas tout au jour le jour, conservait un contrôle stratégique sur les assaillants. Maintenant qu'il est arrêté, ses fidèles vont sans nul doute se disperser avec les fonds débloqués. La violence ne sera plus que celle des islamistes, donc plus sporadique. Le vrai danger viendra par contre des chiïtes qui, désormais débarrassé de Saddam, pourraient cesser de collaborer avec la Coalition.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Le moment crucial »

Source : Washington Times

Référence : « The tipping point », par Franck Gaffney, *Washington Times*, 16 décembre 2003.

L'Histoire se souviendra sans doute du 13 décembre 2003, jour de l'arrestation de Saddam Hussein comme du moment crucial de la libération du pays. L'ancien dictateur irakien a été sorti de son trou à rat par les forces américaines. C'est le début de la fin du cauchemar pour les Irakiens. Bien sûr, il y aura d'autres bains de sang et d'autres attaques, mais ceux qui persistent à s'en prendre aux ressources humaines et physiques de l'Irak sont, comme l'a affirmé **Donald Rumsfeld**, des désespérés. Grâce à cette arrestation, l'insurrection anti-libération va décliner car elle a perdu son leader et elle est démoralisée. En outre, la population aura moins peur de collaborer avec la Coalition. Cela aura cependant un peu moins d'impact sur les combattants étrangers soutenus par l'Arabie saoudite, l'Iran et la Syrie. Il faut donc que les États-Unis aident les Irakiens à les neutraliser et sécurisent les frontières pour empêcher les musulmans radicaux de passer. Depuis l'arrestation, les pays qui critiquaient l'administration Bush pour sa liste de pays ayant droit aux contrats de reconstruction payés par les contribuables états-uniens se sont tus. Ils sont peut-être embarrassés par les révélations que Saddam Hussein pourrait faire concernant l'aide qu'il a reçu de gouvernements étrangers. **Tareq Aziz** a déjà déclaré que la France et la Russie avaient donné des garanties à Saddam Hussein avant la guerre en affirmant qu'elles le défendraient à l'ONU. D'autre ont révélés que la Chine avait amélioré les défenses antiaériennes irakiennes pour tuer plus de membres de la Coalition dans la zone d'exclusion aérienne. Par ailleurs, les ignobles attaques contre **Tony Blair** et **George W. Bush** vont cesser maintenant que le *Sunday telegraph* a révélé que **Mohammed Atta avait été entraîné à Bagdad par Abu Nidal**. Ces éléments nouveaux vont favoriser le travail de James Baker pour faire annuler la dette de l'Irak et les démocrates vont être obligés de changer leur politique.

Journaliste au Wall Street Journal, Claudia Rosett est membre de la Foundation for the Defense of Democracies et de l'Hudson Institute.

« Reconstruire l'Irak avec des mains propres »

Source : New York Times

Référence : « Rebuilding Iraq With Clean Hands », par Claudia Rosett, *New York Times*, 16 décembre 2003.

Vu l'arrestation de Saddam Hussein et l'avenir de l'Irak semblant plus sûr, on entend des appels à **George W. Bush** pour qu'il abandonne sa liste de 63 pays ayant droit à des contrats de reconstruction en Irak et qu'il l'élargisse. Il ne faut pas abandonner cette liste, mais il faut expliquer pourquoi il s'agit d'une bonne idée.

Il est nécessaire de préciser que les pays s'y trouvant ne sont pas « récompensés » et ceux qui ne s'y trouvent pas « punis », cela ressemble trop à la mentalité de l'ancien régime à Bagdad. En fait, nous assurons la reconstruction de l'Irak pour promouvoir un pays stable et libre et, comme l'a précisé **Paul Wolfowitz**, pour garantir les intérêts états-uniens en matière de sécurité. Rien ne laisse penser que la Russie, la France et l'Allemagne partagent ces objectifs.

Ces trois pays au contraire forment un « Axe de l'avarice » qui a largement profité des contrats financés par l'argent du programme pétrole contre nourriture. Ce programme, prévu pour soulager les souffrances des Irakiens, a permis de faire de juteux échanges avec les pays qui s'opposaient le plus à son renversement : la Russie, la France et, dans une moindre mesure, l'Allemagne et la Chine. On ignore la nature exacte des contrats, mais l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** devrait les rendre publics. Cela permettrait aux Irakiens de voir comment leur argent a été utilisé et éclairerait d'un jour nouveau l'indignation des Russes, des Français et des Allemands de ne pas figurer sur la liste des pays ayant accès à la reconstruction.

La liste n'est cependant pas parfaite (on y trouve l'Arabie saoudite et les démocratie n'y sont pas plus favorisées que les dictatures) et il faut rester flexible afin que James Baker puisse faire abandonner les créances envers l'Irak de la France, de l'Allemagne et de la Russie.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Les candidats démocrates se sont mis eux même au fond du trou »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Democratic Candidates Find Themselves Caught in a Hole of Their Own », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 16 décembre 2003.

Les malheureux candidats démocrates font peine à voir quand ils sont contraints de devoir se féliciter avec tout le monde de la capture de Saddam Hussein tout en ne pouvant pas approuver publiquement la politique de **George W. Bush**. Aussi, tous appellent à profiter de cette arrestation pour internationaliser la reconstruction de l'Irak et donner plus de pouvoirs aux Irakiens. Est-ce réaliste ?

En fait, la communauté internationale, merveilleuse abstraction, n'est pas prête et n'a pas la volonté de prendre ses responsabilités en Irak. Depuis l'attentat à la bombe contre le siège de l'ONU à Bagdad, les membres de cette organisation ont quitté l'Irak. **Kofi Annan** n'a fait aucun signe laissant penser qu'ils reviendraient dans le pays. Difficile de le diriger, ou de juger Saddam Hussein, quand on est trop effrayé pour s'y rendre. L'**OTAN** aurait pu être une solution et certains des pays qui la composent sont déjà au travail en Irak. Toutefois, l'exemple afghan ne laisse pas envisager cette option. En effet, quand **Lord Robertson** a demandé aux États membres de bien vouloir envoyer plus d'hélicoptères pour assurer la sécurité du pays, **Michelle Alliot-Marie** aurait répondu, d'après le *Wall Street Journal*, qu'elle lui en enverrait un modèle réduit en plastique pour Noël.

Nous avons assez de troupes étrangères en Irak. Ce qu'il faut, ce sont des fonds et l'annulation de la dette irakienne, mais cela n'en prend pas le chemin avec la sélection de pays ayant droit aux contrats par l'administration Bush. Si la **Maison Blanche** a commis des erreurs, les démocrates ne proposent pas d'alternatives.

Daniel Levitas

Spécialiste des mouvements d'extrême droite et néonazi aux États-Unis, Daniel Levitas est l'auteur de *The Terrorist Next Door : The Militia Movement and the Radical Right*.

« Nos ennemis intérieurs »

Source : New York Times

Référence : « Our Enemies at Home », par Daniel Levitas, *New York Times*, 13 décembre 2003.

La capture de Saddam Hussein va très vraisemblablement entraîner une réduction drastique du nombre des attentats contre les Américains et leurs alliés. Cela ne serait pas vrai si les assaillants étaient de vrais nationalistes engagés dans une lutte contre l'envahisseur, mais ils ont montré que ce n'était pas le cas en s'attaquant à l'ONU et à la **Croix rouge**, ce que des nationalistes cherchant l'indépendance n'auraient pas fait.

Difficile de croire qu'il s'agit de nationalistes quand on note les attaques contre les chiïtes qui forment 60 % de la population. D'ailleurs plus de la moitié de la population est hostile à la violence. On pourrait penser que l'arrestation de Saddam Hussein rend les idéologues du parti Ba'as encore plus intransigeants, mais ce parti, autrefois dynamique, n'est plus qu'une mafia de fonctionnaires entourant un Saddam Hussein devenu un musulman dévot. De vrais nationalistes n'auraient pas d'intérêt dans la résurrection d'un tel système. Ce sont les loyautés clanique et tribale en plus des rétributions financières qui expliquaient les attentats. Saddam, même s'il ne contrôlait pas tout au jour le jour, conservait un contrôle stratégique sur les assaillants. Maintenant qu'il est arrêté, ses fidèles vont sans nul doute se disperser avec les fonds débloqués. La violence ne sera plus que celle des islamistes, donc plus sporadique. Le vrai danger viendra par contre des chiïtes qui, désormais débarrassés de Saddam, pourraient cesser de collaborer avec la Coalition.

Moshe Amirav

Moshe Amirav est un ancien membre du conseil municipal de Jérusalem du Likoud avant de devenir conseiller d'Ehud Barak pour Jérusalem lors des négociations de Camp David. Il est directeur du Strategic Dialogue Center du Netanya College.

« Diviser Jérusalem ou la perdre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Divide Jerusalem or lose it », par Moshe Amirav, *Jerusalem Post*, 16 décembre 2003.

Les Arabes peuvent prendre le contrôle du conseil municipal de Jérusalem au début de 2008 et élire un maire arabe. C'est pourquoi la division de la ville est indispensable. Elle apparaît dans l'initiative de Genève et dans le plan Olmert. En 1967, nous avions pour ambition de faire de Jérusalem une ville mononationale avec une majorité juive de 80-90 %, mais au lieu de cela les juifs ne sont que 67 % de la population et cette part est en train de décliner. Dans quelques années, la ville sera devenue binationale. Les Arabes occupent déjà les deux tiers de la ville et ces quartiers sont en lien direct avec la Cisjordanie dont

ils forment la capitale. L'objectif de 1967, de faire reconnaître internationalement la souveraineté israélienne sur Jérusalem, a échoué et seuls trois pays de l'ONU la reconnaissent.

À la fin des années 80, j'avais proposé la division de Jérusalem en deux. Nous laisserions la partie Est, Al-Quds et ses 200 000 habitants, aux Arabes tandis que nous conserverions Jérusalem en lui annexant les colonies l'entourant. La vieille ville serait gérée par un conseil incluant des représentants des deux États. J'ai développé cette proposition aux négociations de Camp David où j'étais conseiller d'**Ehud Barak**. Ma proposition a servi de base à la proposition israélienne qui avait été acceptée dans les grandes lignes par les Palestiniens. Si nous poursuivons la politique actuelle, nous allons aggraver le déficit de la ville pour garder le contrôle des quartiers Est. La ville continuera de perdre son caractère sioniste culturellement et sera une ville à majorité arabe dans 25 ans. Déjà, en 2008, les Arabes peuvent prendre le contrôle de la ville.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Ariel Sharon prédit la chute prochaine du gouvernement d'Ahmed Qureih

Référence : « Sharon predicts Qureia will fall within six months », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 16 décembre 2003.

Le Premier ministre Ariel Sharon a prédit, lundi 15 décembre 2003, que le gouvernement palestinien dirigé par Ahmed Qureih s'effondrerait d'ici six mois. Il a prononcé ces déclarations au cours de consultations menées avec ses conseillers sur le discours diplomatique majeur qu'il doit délivrer à la Conférence Herzliya, jeudi 18.

Ariel Sharon a également critiqué son homologue palestinien pour « *ne rien faire contre le terrorisme* ». Pourtant, des négociations sont actuellement en cours pour préparer une rencontre entre les deux hommes.

Cette semaine, le cabinet d'Ariel Sharon a déclaré « *ne pas avoir le temps* » pour ces négociations, étant donné l'importance du discours de jeudi. Au cours de celui-ci, Ariel Sharon exposera son programme diplomatique incluant des démarches unilatérales que compte prendre Israël en accord avec la Feuille de route, mais aussi des mesures envisagées si le gouvernement israélien venait à constater l'échec de cet accord.

Le retrait des colonies n'est apparemment pas envisagé, et ne semble pas nécessaire sur la scène intérieure : lors de la rencontre avec des dirigeants travaillistes, Ariel Sharon n'a pas mentionné l'éventualité d'un gouvernement d'union nationale, et il a par ailleurs reçu le soutien de la ministre de l'Éducation, Limor Livnat, pourtant considérée comme l'une des membres de l'aile droite du Likoud. Elle a en effet déclaré soutenir « *la relocalisation de trois ou quatre colonies* ». Cette démarche devrait cependant, selon elle, être accompagnée d'une annexion formelle des zones qu'Israël veut garder sous son contrôle, telles que Ma'aleh Adumim, Givat Ze'ev, Gush Etzion et la vallée du Jourdain.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Des journalistes de l'IRNA souhaitent interviewer Saddam Hussein très rapidement

Référence : "IRNA journalists call for interview with Saddam Hussein", IRNA, 15 décembre 2003.

Les journalistes de l'IRNA ont reçu, lundi 15 décembre 2003, les félicitations du ministre de la Culture iranien, Ahmad Masjed Jamei, pour avoir été les premiers à diffuser l'information de l'arrestation de Saddam Hussein, dimanche 14. Un reporter de l'agence de presse iranienne avait en effet pris connaissance de cette information près de la frontière avec la province du Kurdistan. L'agence souhaite d'ailleurs profiter de ce scoop mondial pour demander une interview de l'ancien dictateur irakien, demande formulée par plusieurs douzaines de journalistes de sa rédaction. Dans leur lettre, ils indiquent que *"le Saddam d'aujourd'hui sera très différent du Saddam de demain, lorsqu'il sera trop conscient de son statut légal au sein d'une cour de justice ou qu'il lui sera demandé de faire les réponses "désirées" à la cour. (...) Ainsi, le placer face à des journalistes du monde entier peut éclairer les aspects obscurs de son règne maléfique pour le monde"*.

Les journalistes de l'IRNA ont appelé l'ONU à veiller à ce que les conditions préalables à un entretien soient établies le plus rapidement possible afin de permettre à l'opinion publique internationale d'apprendre les atrocités perpétrées par Saddam Hussein.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal

Israël rassure les États-Unis sur les « mesures unilatérales » annoncées par Ariel Sharon

Référence : "Shalom calms fears of unilateral steps", par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 16 décembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a affirmé, lundi 15 décembre 2003, qu'Israël *"agirait en coordination"* avec les États-Unis, pour répondre aux inquiétudes formulées par les dirigeants états-uniens à l'encontre de la décision d'Ariel Sharon de prendre des mesures unilatérales.

Il a également indiqué au vice-président Dick Cheney, ainsi qu'à la Conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, qu'Israël se sentait toujours lié à ses obligations mentionnées dans la Feuille de route, notamment le démantèlement

appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

des avant-postes illégalement construits par les colons.

Le ministre israélien a ajouté que les États-Unis étaient restés muets au sujet de la "clôture de sécurité", et que la question n'avait été discutée que lorsqu'il a démontré l'efficacité de la construction en produisant une carte indiquant les distances que les terroristes doivent désormais parcourir. Il a affirmé qu'Israël avait pris l'habitude par le passé de déplacer des clôtures, comme ce fut le cas après la signature d'accords avec l'Égypte et la Jordanie, ainsi qu'après le retrait unilatéral de Tsahal du Liban Sud. Tel Aviv est donc prêt à déplacer son mur de séparation si un accord de paix est signé avec les Palestiniens.

Silvan Shalom a fait part de la satisfaction d'Israël après l'arrestation de Saddam Hussein, puisqu'il y voit un moyen d'obtenir une plus grande ouverture des États arabes envers Israël.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

L'administration Sharon pense que la capture de Saddam Hussein va dissuader les terroristes d'agir en Israël

Référence : "Iraq drama upstages Sharon", par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 16 décembre 2003.

D'après le *Jerusalem Post*, la capture de Saddam Hussein rend improbable l'annonce par le Premier ministre Ariel Sharon, de mesures unilatérales décisives, lors de la conférence Herzliya, qui doit se tenir jeudi 18 décembre 2003.

À l'inverse de telles décisions, qui susciteraient de violentes réactions du côté palestinien, le Premier ministre devrait rappeler son adhésion à la Feuille de route et définir certaines mesures unilatérales qu'Israël prendra dans le cadre de ce plan de paix. Sont notamment évoqués le redéploiement des troupes israéliennes sur des positions "plus défendables", la levée des barrages routiers et le démantèlement des avant-postes illégaux.

L'administration Bush a en effet vivement réagi aux propos d'Ariel Sharon qui proposait, à la fin du mois de novembre, de mettre en œuvre des mesures unilatérales, au seul bénéfice d'Israël, si la Feuille de route venait à échouer. Les pressions se sont multipliées pour éviter qu'une telle démarche soit enclenchée, qui préjugerait négativement du règlement final du conflit.

Des responsables diplomatiques anonymes cités par le *Jerusalem Post* disent également penser que la capture de Saddam Hussein agira de façon dissuasive sur les responsables des attaques terroristes en Israël. Les dirigeants du Hamas et du Jihad islamique sont prévenus qu'Israël pourra désormais mener des opérations plus larges pour s'en prendre à eux. De la même manière, la Syrie et l'Iran, à la suite de l'humiliation publique de Saddam, pourraient se mettre en retrait, au moins à court terme, des politiques de soutien actif au terrorisme en Israël.

D'après des récentes déclarations privées fréquemment répétées par Ariel

Sharon ces derniers jours, ce dernier estimerait que son ministre du Commerce, du Travail et de l'Industrie, Ehud Olmert, est allé trop loin avec son projet de retrait unilatéral des territoires occupés. Le Premier ministre israélien n'a en effet aucun intérêt à prendre une mesure radicale vis-à-vis des colons, à quelques jours seulement du vote du budget qui lui impose de disposer d'une majorité suffisamment large à la Knesset et donc de préserver sa majorité.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Le Japon se retire progressivement de son accord d'exploitation du gisement pétrolier iranien d'Azadegan

Référence : "Iran says will lose nothing if Japan withdraws from Azadegan deal", IRNA, 15 décembre 2003.

Le porte-parole du gouvernement iranien, Abdollah Ramezanzadeh, a déclaré, lundi 15 décembre 2003, que l'Iran ne perdrait rien si le Japon venait à se retirer de l'accord lucratif qu'il s'est vu offrir pour développer le gigantesque champ pétrolier d'Azadegan.

Lors de sa conférence de presse hebdomadaire, il a indiqué que l'Iran n'accordait pas trop d'importance à l'implication de sociétés japonaises dans le projet. *"Nous ne serons pas les perdants dans ce dossier, étant donné la nouvelle situation internationale"*, a-t-il conclu.

Ces déclarations interviennent après la publication, dimanche 14, d'un article du quotidien japonais *Asahi Shimbun* selon lequel la société nipponne Tomen Corp aurait décidé de se retirer de cet accord de 2,8 milliards de dollars, la veille de la date butoir fixée par Téhéran. L'article en déduisait que le retrait de cette société du consortium chargée de l'exploitation pourrait remettre en cause les futures discussions sur le projet.

Dès vendredi 12, des informations avaient été relayées par l'agence de presse Kyoto, faisant état de propos d'officiels japonais selon lesquels le projet entre les deux pays pourrait échouer si le gouvernement iranien ne faisait pas de concessions.

D'après l'IRNA, les négociations se poursuivent néanmoins entre les deux parties, malgré cette annonce. L'Iran avait donné sa préférence à des négociations avec le consortium japonais lors de sa visite dans le pays. Les pressions états-uniennes auraient depuis largement parasité les négociations contractuelles. La date butoir était alors fixée en juin 2003.

Après le dépassement de ce délai, le ministre du Pétrole iranien, Bijan Namdar Zanganeh avait déclaré en septembre que le droit préférentiel accordé au Japon dans ce dossier était levé. Quelques semaines plus tard, il annonça que l'Iran allait organiser un appel d'offre limité pour le développement du champ pétrolier.



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Le ministre de la Défense israélien affirme qu'Al Qaïda est en train de noyauter les forces armées saoudiennes

Référence : « Defense minister : Al-Qaida is trying to destabilize Saudi regime, launch attack », par Gideon Alon, *Ha'aretz*, 16 décembre 2003.

Le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, a déclaré, lundi 15 décembre 2003, devant la commission des Affaires étrangères de la Knesset, que l'organisation terroriste Al Qaïda était en train de tenter d'infiltrer les rangs des forces armées et des services de sécurité saoudiens.

D'après lui, le mouvement d'Ousama Ben Laden tente également d'organiser des attentats en Arabie saoudite, qui pourraient déstabiliser le régime saoudien. Au nord, il a indiqué que les Syriens et le Hezbollah faisaient preuve de retenue depuis le raid aérien mené contre le « *camp d'entraînement* » en Syrie et la destruction des batteries anti-aériennes du Hezbollah. L'armée israélienne se prépare néanmoins à une attaque de plus grande ampleur de la part du Hezbollah, qui continue à planter des mines le long de la frontière.